

GRÈCE: LA BCE FAIT OBSTRUCTION À LA DÉMOCRATIE

LE 18 JUIN 2011 CHRISTIAN CHAVAGNEUX

La Banque centrale européenne bloque l'octroi d'un nouveau plan de sauvetage de la Grèce afin de protéger la stabilité du secteur bancaire.

Face aux atermoiements des États européens pour décider d'une aide à la Grèce, la Banque centrale européenne (BCE) en profite pour s'imposer comme un acteur politique dictant sa volonté, celle du toujours plus d'austérité au bénéfice des créanciers. Devenant un acteur politique engagé, l'institution ne peut plus bénéficier de son statut d'indépendance : elle doit rendre des comptes, démocratiquement, de ses décisions irresponsables qui nous conduisent droit à la panique.

La Grèce est prise dans un cercle vicieux : ses déficits budgétaires (autour de 10 % du PIB cette année) imposent une cure d'austérité qui affaiblit tellement la croissance que les recettes fiscales fondent, ce qui accroît le déficit. Au final, le pays se retrouve avec une dette colossale (160 % du PIB) et des intérêts sur la dette qui expliquent, selon les données de la Commission européenne, environ 70 % du déficit.

Comment aider la Grèce ? Qui doit payer ?

Tout le monde doit s'y mettre. Les Grecs, en premier. Ils ont vécu avec des dépenses délirantes pendant plusieurs années : l'austérité est nécessaire. La population a accepté les mesures de l'an dernier en échange des 110 milliards d'aide de l'Europe et du FMI. Les riches devraient être mis plus à contribution mais le reste de la population a accepté ses baisses de pouvoir d'achat et la montée du chômage. Les manifestations récentes ont vu le jour pour répondre à une demande supplémentaire d'austérité.

Les autres pays européens contribuent à aider la Grèce en se substituant aux créanciers privés : puisque les marchés ne veulent plus prêter à la Grèce qu'à des taux – délirants – de l'ordre de 17 %, l'Europe emprunte à bas taux, grâce à la garantie de l'Allemagne et de la France, et reprête à la Grèce de quoi faire ses fins de mois. On pourrait ainsi imaginer que l'Europe prête au pays au fur et à mesure pour assurer les remboursements de dette qu'il doit assurer et remplace petit à petit les créanciers privés pour devenir le seul créancier de la Grèce. Mais l'Allemagne ne veut pas que les États soient les seuls à payer, les créanciers privés doivent aussi prendre leur part du fardeau.

La façon violente est de leur imposer une réduction de la valeur de leurs créances. Les banques allemandes et françaises auraient de quoi supporter une annulation partielle de leurs créances, d'au moins 30 % selon certaines estimations. Mais le capital des banques grecques serait rogné, et les établissements en faillite. Il faudrait les nationaliser et utiliser une partie des fonds européens pour les recapitaliser. Pourquoi pas. Mais le risque existe que cela entraîne un mouvement de panique sur l'Irlande et le Portugal, voire l'Espagne, l'Italie et la Belgique. Le risque est peut être surestimé mais personne ne veut tenter le coup.

Il y a donc une façon plus douce qui consiste à faire ce qui a toujours été fait historiquement dans ce genre de cas : rééchelonner la dette. Les banques font de nouveaux crédits pour rembourser les anciens, voire allongent les échéances des prêts, voire réduisent les taux d'intérêt. Les faire contribuer ainsi touche peu leurs comptes et aide les grecs à ne pas devoir faire de la surenchère dans l'austérité. Selon une étude confidentielle du FMI, la Grèce aurait besoin d'environ 140 milliards de dollars pour assurer ses échéances 2012-2014 et de 90 milliards si les créanciers acceptent d'allonger les échéances comme le réclament les Allemands. Ce serait encore moins avec une baisse des taux d'intérêt.



L'odieux chantage de la BCE

Jean-Claude Trichet (président de la BCE, ndr) est vent debout contre cette participation du secteur privé au partage du fardeau de la crise (et la France aussi). Et il ne se contente pas de mot, il menace les États. Je répète, tellement c'est ahurissant : **la BCE menace les États qui veulent aider la Grèce !** Comment ? Simplement en tenant le discours du type : « *Si vous faites ça, je n'accepte plus les titres de la dette souveraine grecque que les banques du pays m'amènent comme contreparties collatérales des liquidités que je leur prête* » .

Or, comme les marchés ne veulent plus prêter aux banques grecques et que leur source de liquidité est la BCE, **Trichet menace de faire sauter le système bancaire grec** si on demande un petit effort aux créanciers du pays ! Pas un gros effort, juste faire ce qu'ils ont fait dans les années 1980-1990 pour les pays latino-américains et africains qui ne pouvaient plus rembourser leurs dettes : prêter de l'argent frais en allongeant les échéances.

Cet acte de chantage est antidémocratique, inqualifiable de la part d'une banque centrale et orienté politiquement en faveur des créanciers privés internationaux et d'une austérité extrême pour les Grecs qui ne l'acceptent pas. L'opposition grecque qui, lorsqu'elle était au pouvoir a dépensé sans compter et trafiqué les comptes publics, bref ceux qui ont mis le pays dans cet état, refusent aujourd'hui d'endosser l'austérité dans un gouvernement d'union nationale et appellent à des élections anticipées. Si cela se produit, une fois élus, ils répudieront la dette.

Par la faute de la BCE, on risque alors de finir dans une panique désordonnée au lieu d'un partage du fardeau organisé.

Article initialement publié sur le blog de **Christian Chavagneux**

Photos flickr  **eisenrah**  **World Economic Forum**

DJAAHK

le 18 juin 2011 - 19:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK




La raison de ce refus de la participation d'acteurs privés est tout simplement que cela se traduirait par un défaut de facto de la Grèce. Bien que ce genre de "soft default" puisse être considéré par certains comme inévitable et par d'autres comme un moindre mal, il n'en reste pas moins que les conséquences d'une telle option sont difficiles à évaluer: elles seraient, selon toute probabilité, terribles, que ce soit pour la Grèce ou pour l'Eurozone en son entier.

De fait ce que vous appelez "chantage" est en réalité très en phase avec les fonctions régaliennes de la BCE telles que dictées par les traités l'ayant mise en place. C'est plutôt l'utilisation "forcée" des obligations grecques comme garanties, imposée à la BCE par les États, qui est anormale dans cette perspective.

C'est la BCE qui a jusqu'à présent su gérer les différents politiques et qui a pu retarder au mieux l'explosion de la crise de la dette souveraine en Europe, ne vous y trompez pas. Sans la diplomatie dont on su faire montre ses dirigeants, le défaut grec serait survenu il y a bien longtemps. N'oublions pas non plus que M. Trichet a été l'un des premiers à appeler à une plus grande intégration des politiques économiques

européennes, justement dans le but d'enrayer la crise.


Je passe sur les approximations au niveau de la lecture des textes et des décisions de la BCE et des États : essayez simplement de creuser un peu plus à l'avenir avant de vous livrer à des interprétations hâtives et à des raccourcis aussi abscons.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE


GAUCHO

le 19 juin 2011 - 0:25  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



A lire pour compléter cet article "Contagion et démocratie" sur l'observatoire des idées

<http://observatoiredesidees.blogspot.com/2011/04/contagion-et-democratie.html>

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0


LUI RÉPONDRE

MAT

le 19 juin 2011 - 9:55  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK




@djaahk: si le défaut grec avait été révélé plus tôt, la dette ne serait pas a ce point astronomique... Alors la diplomatie de la BCE.. Bof bof!

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0


LUI RÉPONDRE

PASCAL AVOT

le 19 juin 2011 - 13:10  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK




À partir du moment où "sauver la Grèce" revient à sur-sur-surendetter la Grèce, et cela au prix d'un sur-sur-surendettement de tous les autres pays, je ne vois pas d'autre solution que l'Apocalypse financière.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0


LUI RÉPONDRE

RICHARD

le 19 juin 2011 - 17:00  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Doit-on faire confiance aux banques et qui sont ces individu(e)s qui dirigent le monde à chacun leur image? On commence à en avoir assez de ces proxénètes du peuple.

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 20 juin 2011 - 0:23  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Djaahk :

"De fait ce que vous appelez "chantage" est en réalité très en phase avec les fonctions régaliennes de la BCE telles que dictées par les traités l'ayant mise en place. C'est plutôt l'utilisation "forcée" des obligations grecques comme garanties, imposée à la BCE par les États, qui est anormale dans cette perspective."

C'est précisément parce que juste en respectant la mission que les traités lui confèrent, la BCE en arrive là, qu'il y a un problème.

Le statut de la BCE est dangereux : ses objectifs ainsi que ses moyens sont bien trop restrictifs, tandis que son indépendance est dangereuse.

je rebondis enfin sur : "Sans la diplomatie dont on su faire montre ses dirigeants, le défaut grec serait survenu il y a bien longtemps. "

So what ? On ne va pas refaire l'histoire, mais on peut penser que ça aurait été

préférable que la Grèce fasse défaut plus rapidement. Au moins le fardeau aurait été véritablement supporté par les banques, pas par la BCE (et donc au final les contribuables).

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DDV

le 20 juin 2011 - 16:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"[Les Grecs] ont vécu avec des dépenses délirantes pendant plusieurs années : l'austérité est nécessaire." Si l'auteur fait ici allusion au fait que les chiffres de la croissance et du PIB ont été faussés afin de permettre à la Grèce de rejoindre l'Euro-zone, alors il faut aussi indiquer que l'ensemble des États de l'UE l'a fait (la France notamment en imputant certaines dépenses publiques sur le budget de l'année suivante). Alors venir faire la leçon à un État qui dépense 4% de son PIB en armement, permettant à la France d'écouler ses marchandises, c'est un peu fort.

De plus, je ne vois pas en quoi le peuple grec devrait être tenu pour collectivement responsable de la fuite des capitaux que connaît la Grèce: les avoirs grecs placés en Suisse représentent 280 milliards d'euros, soit 60% du PIB. Remettre la main dessus, c'est éponger deux tiers de la dette grecque. Et là la question des paradis fiscaux n'apparaît plus aussi gênante que lorsqu'il s'agissait de détourner l'attention de la remise à plat du système capitaliste.

Enfin il est dommage que la question des conséquences du défaut et de la nationalisation des banques soit escamoté aussi rapidement, par une formule aussi lapidaire que "le risque existe que cela entraîne un mouvement de panique sur l'Irlande et le Portugal, voire l'Espagne, l'Italie et la Belgique". Cette piste a pourtant été exploré par d'autres pays auparavant, comme l'Argentine, qui n'a pas l'air de s'en remettre si mal. Enfin il est clair que les États qui souhaiteront s'en tirer devront adopter la solution qu'ils ont à tout prix essayé d'éviter en 2008, à savoir la nationalisation des banques (cf blog de F. Lordon sur le site du Diplo). Car la monnaie est un bien public, sa gestion ne doit pas être laissée aux mains d'opérateurs privés seulement préoccupés par le taux de croissance de leur propre compte en banque.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DJAAHK

le 22 juin 2011 - 11:01 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Mat / Le niveau de la dette souveraine grecque n'a rien à voir avec le report d'un hypothétique défaut, dont les conséquences, une fois encore, sont mésestimées et s'avèreraient selon toute probabilité catastrophiques. La falsification des comptes publics d'une part, et l'évasion fiscale d'autre part, comme l'a relevé DDV, sont les pierres angulaires de la crise grecque, en tant que ses fondamentaux économiques structurels. Ce qui a fait de cette crise grecque une crise de la zone euro, c'est l'absence de volition et de courage politique de la coalition CDU-CSU/FDP en Allemagne, qui a mis trop de temps à réaliser le danger qu'elle représentait pour les pays partenaires de la Grèce.

À partir de là je dirais que la plupart des mesures prises pour éviter la contagion ne peuvent être que palliatives : elles sont un moyen de gagner du temps en attendant que nous nous retrouvions au bord du gouffre et que nous n'ayons d'autre choix que d'accepter une certaine gouvernance monétaire commune qui aurait du être mise en place dès les débuts de l'euro.

L'autre option étant celle de l'apocalypse financière évoquée par Pascal.

@DDV / Par rapport à la piste du défaut, la différence prégnante entre la Grèce et l'Argentine réside dans l'intégration de la première dans un espace monétaire particulier. À titre de comparaison, ceteris paribus, cela reviendrait à se poser la question d'un défaut de la Californie : les conséquences pour les autres États des États-Unis seraient extrêmement difficiles à anticiper, mais elles seraient certainement très graves.

Pour la Grèce l'idée est la même, peu ou prou : permettre son défaut cela revient à dire que la solidarité monétaire n'existe pas au sein de la zone euro, et qu'attaquer l'un de ses membres est non seulement possible mais aussi lucratif. De fait la contagion sera bien réelle, entraînant les défauts du Portugal et de l'Irlande à court terme, de l'Espagne à moyen terme, et peut-être d'autres à suivre à long terme ; cela sans compter ce que l'Europe en tant que polities perdrait.

Qu'on le veuille ou non, nous sommes sur le même bateau. La question de savoir si nous aurions du laisser certains y monter est sans importance en haute-mer. À moins de se résoudre à les jeter à l'eau, mais cela fait moins de monde pour écoper le rafiote.

@Stanislas / Le statut "neutre" de la BCE a été voulu par les États et il est, à mon avis, nécessaire, en ce qu'il empêche une collusion bien souvent malsaine, car court-

termiste, entre des intérêts privés ou politique et la gestion de la monnaie et des taux d'intérêts.

Là où je trouve votre analyse trop rapide c'est en jugeant son rôle anti-démocratique, alors qu'il est, presque au contraire dirais-je, anti-démagogique.

Pour ce qui est d'un défaut plus rapide de la Grèce, j'aborde le sujet un peu plus haut.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

VOUS AVEZ DIT DÉMOCRATIE?

le 29 juin 2011 - 17:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Evidemment, tout ceci est foncièrement antidémocratique. Où est passé la démocratie ? Ou est-elle réelle? Je parle d'une démocratie des citoyens, par les citoyens, pour les citoyens...

Avez-vous élu Trichet et son successeur à la BCE? Von Rompuy au Conseil Européen? J-M Barroso à la Commission Européenne? Strauss-Khan et Lagarde au FMI? Robert Zoellick à la Banque Mondiale? Lamy à l'OMC?

Nous sommes devenus les esclaves-outils gouvernés d'organismes présidés par une bande de copains qui se cooptent années après années dans le mépris le plus total des peuples corvéables à merci.

Une seule rengaine: privatisation des bénéfiques et mutualisation des pertes.

Nos élus sont à la solde des précédents. Voilà tout. Pourquoi faire l'autruche? Entre autres preuves, le dernier à avoir été élu en France en 2007 expliquait dès 2005 à l'ambassade américaine à Paris son « admiration » de Bush et vantait son plan pour les français avec ces mots: « La France a besoin de ce qui a été fait par Reagan aux Etats-Unis, Thatcher en Grande-Bretagne et Gonzales en Espagne. »

Question récurrente: que choisissons de faire? Rester les bras croisés ou virer une bonne fois pour toute tous les politiques de + de 55 ans afin de construire un autre monde?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 29 juin 2011 - 23:54 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Djaahk (désolé de vous répondre si tardivement)

Sur la "neutralité" de la BCE, je suis bien d'accord avec vous que dans le meilleur des mondes, la banque centrale doit être neutre, indépendante.

Sauf que dans la réalité, cette "neutralité" meurt dès lors que la BCE commence à sortir de son mandat comme elle l'a fait depuis 2008, en sauvant massivement les banques de la banqueroute.

Dès lors que la BCE se lance dans cette aventure, elle prend un rôle politique qui lui fait perdre de facto son indépendance : elle a des comptes à rendre aux citoyens !!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DJAAHK

le 30 juin 2011 - 15:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Nombreuses sont les institutions qui, tout en ayant une influence sur la chose politique, n'ont pourtant pas de comptes directs à rendre aux citoyens. C'est là le principe même de la démocratie de représentation.

Cela dit il convient à mon sens de relativiser cette dérive politique : le "sauvetage" des banques est à mettre au crédit, pour une grosse partie, des gouvernements eux-mêmes. La BCE s'est majoritairement bornée à alimenter le marché des échanges inter-bancaires afin de pallier le manque de confiance qui s'était installé à la suite de la découverte de la véritable nature des subprimes et de l'ampleur de la titrisation des crédits immobiliers. Or, s'assurer du bon fonctionnement dudit marché reste l'une de ses fonctions régaliennes.

On peut lui reprocher de vouloir jouer un rôle politique lorsqu'elle fait preuve d'une volonté d'influencer les décisions des dirigeants quant aux questions difficiles des eurobonds et du ESFS, par exemple. Mais ces activités s'apparentent plus à du lobbying, c'est-à-dire au sens européen du terme à l'échange d'information fait de manière consultative, qu'à une réelle volonté politique.

Si l'ensemble des groupes d'intérêts à Bruxelles devaient répondre de leurs actions devant les citoyens, leur intérêt même disparaîtrait, puisqu'ils sont nés du besoin des citoyens et des différents acteurs de la société de créer un lien entre les instances politiques et les citoyens qu'ils sont censés représenter.

Après nous pouvons discuter des problèmes intrinsèques à la démocratie de représentation par rapport à la démocratie directe sur le modèle hellénistique antique, mais c'est un autre débat.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Dictature des marchés Vs. Démocratie (grècque) « Les élucubrations d'Hugo le 19 juillet 2011 - 2:51

[...] encore, ce même diktat néo-libéral qui modèle les politiques économiques des gouvernants en faisant abstraction de l'avenir des [...]